

## **REFUSONS LE BUDGET DE PENURIE DE L'EDUCATION NATIONALE !**

Sans surprise, le projet de loi de finances de 2011 confirme que l'Education n'est plus une priorité pour le gouvernement actuel, en particulier par l'application aveugle et dogmatique de la politique du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Il n'est plus question pour le pouvoir en place, que de faire des économies sur le dos des élèves, notamment ceux en difficulté, et sur celui des familles : à chacune de ces familles de se débrouiller en fonction de ses moyens avec des officines privées. Aucune école démocratique digne de ce nom ne peut être envisagée si l'Etat ne cesse de se désengager de ses missions, rejetant en dehors de l'école ce qu'elle doit assurer pour tous. Alors que les effectifs d'élèves continuent d'augmenter, la part du PIB français destinée aux enseignements primaires et secondaires a diminué dans la période récente, passant de 4,5% en 1995 à 3,9% en 2006.

### **Donnons quelques chiffres pour bien mesurer l'ampleur des dégâts :**

en plus de la baisse des crédits pédagogiques (de 5 à 10% selon les secteurs), de celle des crédits de formation continue (- 7%), le budget 2011 a programmé la disparition de 16 000 emplois dans l'Education Nationale (56 700 depuis 2008 !) ce qui va fragiliser encore plus notre système éducatif. Notons au passage que l'enseignement privé est proportionnellement nettement moins touché ! Pour ce qui est de la Bretagne, alors que les élèves seront plus nombreux à la rentrée prochaine, ce sont au total pour le moment 134 suppressions d'emplois dans le public pour l'Académie de Rennes, alors qu'il faudrait selon le recteur lui-même 170 créations au vu de l'augmentation des effectifs : 75 suppressions dans le 1<sup>er</sup> degré (dont 25 dans les Côtes- d'Armor), 39 suppressions dans le 2<sup>nd</sup> degré et 20 suppressions dans les services administratifs. On imagine les conséquences dévastatrices de cette politique sur le terrain, ce que des enquêtes récentes viennent d'ailleurs confirmer (comme l'enquête PISA qui démontre en particulier que ce sont les élèves des milieux les plus défavorisés qui souffrent directement des suppressions d'emplois).

Les effets catastrophiques du budget 2011 ne se limitent pas seulement au monde des enseignants : c'est bien tout l'édifice du service public d'éducation qui est mis à mal : citons par exemple la santé scolaire, l'assistance sociale, le service d'éducation, celui de l'orientation sans oublier les diverses associations pédagogiques et périscolaires.

Même politique mais changement de méthode managériale : cette année, «pour un dialogue de gestion rénové », le ministère a demandé aux recteurs de choisir et de mettre en oeuvre «au plus proche du terrain » les gisements d'économies (chaque recteur étant récompensé, comme il se doit dans le monde libéral, par une prime très alléchante proportionnelle au zèle déployé, de 15 à 22 000 euros !).

### **Quels sont donc les « leviers » essentiels permettant de récupérer des emplois ?**

Nous les connaissons : des classe plus chargées, des enseignants moins formés, des remplacements non assurés, des emplois aidés en diminution, des conditions de travail dégradées pour tous, la fin progressive de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, la réduction de la carte des formations... Tout cela en augmentant la précarité qui touche toute la Fonction Publique.

Décisions scandaleuses : alors que notre région connaît de fortes inégalités, les voies technologiques en lycée sont détruites, les élèves les plus en difficulté sont attaqués avec la disparition programmée des RASED et la fermeture des CAP. Cette politique de mise en pièces du service public d'éducation tourne le dos à une école ambitieuse et démocratique, outil essentiel pour sortir de la crise, permettant la réussite de tous les jeunes, pas seulement des plus favorisés ou des plus méritants. Cette école-là est l'affaire de tous : personnels de l'Education Nationale, parents, lycéens, étudiants, citoyens ! Il nous faut impérativement agir sur les décisions budgétaires ! C'est pourquoi cette première étape d'aujourd'hui devra être rapidement prolongée par d'autres actions !

**Pour l'Ecole, on ne doit pas se priver !**

**Imposons d'autres choix pour la réussite de tous les jeunes !**